

CONTRAT

MARCHE PUBLIC DE SERVICES AYANT POUR OBJET LE DEMENAGEMENT DE LA DIRECTION REGIONALE DE FRANCE TRAVAIL ILE DE FRANCE VERS LE NOUVEAU SITE DE MONTREUIL, ET LA GESTION DE LA VALORISATION ET DU RÉEMPLOI DES MOBILIERS

Numéro de consultation : 2506-DRIDF-007

Procédure prévue à l'article L. 2124-2 du code de la commande publique

 L'opérateur doit compléter les articles 1.1 ; 1.3 ; insérer le relevé d'identité bancaire à l'article 1.2 ; puis compléter également l'article 10 du contrat.

Seul France Travail complète les articles 1.4 et 11 du contrat.

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS PARTICULIERES	4
1.1.	Identité des parties.....	4
1.2.	Coordonnées bancaires.....	5
1.3	Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.....	5
1.4	Décision de France Travail :	6
2.	DISPOSITIONS GENERALES	6
2.1	Préambule	6
2.2	Objet du marché	7
2.3	Durée du marché.....	7
2.4	Forme et quantités du marché.....	7
2.5	Pièces constitutives du marché	8
3.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	8
3.1	Modalités d'exécution des prestations.....	8
3.2	Modalités de contrôle des prestations.....	9
4.	MODALITES FINANCIERES.....	10
4.1	Forme et contenu des prix.....	10
4.3	Modalités de paiement	11
4.3.1.	<i>Cession et nantissement de créances.....</i>	<i>11</i>
4.3.2.	<i>Modalités de facturation.....</i>	<i>11</i>
5.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
5.1	Langue d'exécution du marché	12
5.2	Personnel du Titulaire	12
5.2.1.	<i>Personnel affecté à l'exécution des prestations</i>	<i>12</i>
5.2.3.	<i>Liste nominative du personnel</i>	<i>14</i>
5.2.5.	<i>Comportement et confidentialité du personnel.....</i>	<i>14</i>
5.3	Lutte contre le travail illégal.....	15
5.4	Changement dans la situation du Titulaire.....	16
5.5	Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique	17
5.6	Dispositions applicables en cas de sous-traitance	17
5.7	Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen)	18
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	19
6.1	Clauses sociale et environnementale.....	19
6.1.1	<i>Engagement environnemental.....</i>	<i>19</i>
6.1.2	<i>Engagement d'insertion sociale.....</i>	<i>19</i>
6.1.2.1	<i>Personnel concerné et volume horaire</i>	<i>19</i>
6.1.2.2	<i>Modalité de contrôle de l'engagement.....</i>	<i>20</i>

6.2	Assurances	21
6.2.1	<i>Assurance du Titulaire</i>	21
6.4	Protection des données personnelles	22
7.	PENALITES.....	23
8.	RESILIATION	25
8.1.1	<i>Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire.....</i>	25
8.1.2	<i>Résiliation unilatérale.....</i>	26
8.1.3	<i>Liquidation du marché résilié</i>	27
9.	LITIGES.....	27
10.	SIGNATURES DES PARTIES	28
11.	NOTIFICATION DU MARCHE.....	28

1. DISPOSITIONS PARTICULIERES

1.1. Identité des parties

Le présent marché est conclu entre,

France Travail, établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière (Siret : 13000548118277) représentée par sa Directrice Régionale, Madame Nadine CRINIER dûment habilitée à cet effet, domiciliée en cette qualité : Immeuble « Le Pluton », situé au 3 rue Galilée, 93 884 Noisy-le-Grand Cedex,

Ci-après dénommé « France Travail », d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, Siret, adresse du siège social, numéros de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.

Si différent, indiquer également le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéros de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations.

Représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ Agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ Agissant en qualité de mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu

Ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

1.2. Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le(s) compte(s) bancaire(s) dont le ou les relevés d'identité bancaire sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique 1.3 des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés d'identité bancaire.

1.3 Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique

Les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

1.4 Décision de France Travail :

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.

L'offre est acceptée en ce qui concerne le lot unique relatif au Marché public de service ayant pour objet le déménagement de la Direction Régionale de France Travail Ile-de-France vers le nouveau site de Montreuil sis 3-15 rue Henri Rol Tanguy 93100 Montreuil immeuble Terra Nova 2, et la gestion de la valorisation et du réemploi des mobiliers.

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Préambule

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

Acteur majeur du marché de l'emploi en France, France travail est un établissement public administratif composé de 17 régions, dans lequel environ 55 000 agents travaillent et qui reçoit comme public des demandeurs d'emploi et des entreprises au sein de ses agences.

La Direction Régionale de France Travail Ile-de-France occupe depuis 2010 l'immeuble le Pluton, situé au 3 rue Galilée à Noisy le Grand. La surface privative est d'environ 11.500 m².

Les aménagements n'ont pas évolué et sont désormais inadaptés à l'évolution des modes de travail, avec de nombreux bureaux individuels et de grandes salles de réunions traditionnelles ne favorisant pas le travail collaboratif.

La Direction Régionale de France travail Ile de France compte prendre à bail un total de 8.997 m² de surfaces privatives, réparties aux étages R+1, R+2 et R+3, à Montreuil au sein de l'immeuble Terra Nova 2, multi occupants, situé au 3-15 rue Henri Rol Tanguy, 93100 Montreuil.

2.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet le déménagement de la Direction Régionale de France Travail Ile-de-France vers le nouveau site de Montreuil et la gestion de la valorisation et du réemploi des mobiliers.

L'ensemble des prestations et leurs modalités d'exécution sont décrits au présent Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes.

2.3 Durée du marché

Sous réserve des dispositions de l'article 8 du présent contrat relatif à la résiliation, le marché est conclu pour une durée ferme de six (6) mois à compter de sa date de notification.

Conformément à l'article 2.6 du CCFT, le Titulaire devra réaliser un planning d'exécution des prestations en concertation avec l'Assistance à maîtrise d'œuvre (AMO) et France Travail sur la base du planning proposées par celui-ci lors de la remise de son offre et sur la base du planning global de l'AMO. Il devra tenir compte des optimisations potentielles proposées et fera apparaître les horaires d'intervention et les ressources affectées pour les différentes phases. Après accord des deux parties, **ce planning définitif deviendra contractuel**. C'est sur la base de ce planning définitif que les pénalités pourront potentiellement être appliquée.

2.4 Forme et quantités du marché

Le marché est mono-attributaire et prend la forme d'un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu à prix forfaitaire conformément aux dispositions du CCFT en ce qui concerne les prestations relatives

- Au déménagement du bâtiment le Pluton vers le nouveau bâtiment TERRA NOVA 2 de Montreuil (y compris la phase préparatoire)
- Le transfert des Mètres Linéaires (ML) entre le Pluton et le Galilée
- Le transfert des Mètres Linéaires (ML) entre le Pluton et le TERRA NOVA 2
- Emballage, transfert, déballage, du matériel IT conformément au CCFT
- Etats des lieux après enlèvement de la protection conformément au CCFT
- Assistance poste-déménagement (SAV) et enlèvement des emballages (3 journées) conformément au CCFT
- Le transfert du mobilier prévu pour les **56** sites de France travail en Ile-de-France
- Vidage du Pluton conformément au CCFT

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande en ce qui concerne :

- Les prestations ponctuelles prévues au bordereau des prix.

Le marché est conclu pour un montant maximum de :

- **300.000HT**

Le Titulaire est engagé à concurrence du maximum.

2.5 Pièces constitutives du marché

Le marché se constitue des pièces suivantes, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seule foi en cas de contestation :

- Le présent contrat ;
- Le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes et notamment le planning d'exécution après mise à jour contradictoirement avec France Travail et l'AMO ;
- La proposition technique du Titulaire ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le ou les bons de commandes le cas échéant ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Le cas échéant, les avenants conclus en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées selon les modalités et conformément aux dispositions indiquées au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes.

Conformément au chapitre 2.3 et 4.8 du CCTP, avant le début puis à la fin de sa prestation de transfert, le Titulaire du présent marché dresse un état des lieux préliminaire et contradictoire des sites de départ et d'arrivée de sorte qu'il puisse ainsi garantir au maître d'ouvrage que la qualité de son intervention permettra d'écarter tout dégât immobilier susceptible, entre autres, de perturber la reprise d'activité.

Cette garantie, pour être tenue, implique que le Titulaire mette en place et maintienne une solution de protection des infrastructures après état des lieux et avant le début des opérations de transfert.

L'état des lieux dressé en fin de chantier permet de constater les éventuelles dégradations des locaux durant l'exécution des prestations. Les travaux de remise en état des lieux à la suite de ces dégradations sont à la charge du prestataire et réputés intégrés aux prix du marché.

3.2 Modalités de contrôle des prestations

Les modalités de contrôle de la qualité des prestations sont décrites du CCFT.

Dans le cadre de ce marché, France Travail s'est attaché les services d'une AMO - Mouvement Conseil - dont la mission est d'organiser et de s'assurer de la parfaite exécution des tâches confiées au Titulaire.

A ce titre l'AMO assure en particulier, le suivi des opérations de transfert et, dans ce contexte, le contrôle du respect des clauses techniques et générales du présent marché par le Titulaire (Chapitre 1 du CCFT).

France Travail et son AMO, seront particulièrement sensibles aux dispositions proposées par le Titulaire durant la mise en œuvre de sa prestation, en particulier dans le comportement de ses équipes ainsi que des mesures correctives et disciplinaires de son encadrement en matière de contrôle de la bienséance et de la courtoisie (Chapitre 4.1 du CCFT).

Par ailleurs, France Travail, par l'intermédiaire de son AMO se réserve le droit de procéder à tout contrôle de conformité des engagements du Titulaire (Chapitres 4.6.1. et 4.6.2 du CCFT).

Enfin, France Travail, directement ou par l'intermédiaire de son AMO, se réserve également le droit de procéder, avant et/ou pendant les opérations de déménagement, **au contrôle de conformité** (qualitatif, nominatif et quantitatif) des moyens engagés par le Titulaire (Chapitre 4.7.4 du CCFT).

4.MODALITES FINANCIERES

4.1 Forme et contenu des prix

Les prestations objet du présent marché seront réglées après exécution complète et réception de l'ensemble des prestations prévues au contrat, par application du montant global et forfaitaire indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF et BPU).

Les prestations faisant l'objet de bons de commandes, le cas échéant, sont listées au bordereau des prix unitaires. La forme du prix est précisée par le bordereau des prix suivant la prestation concernée.

Les bons de commande comportent les mentions suivantes :

- Le numéro du marché public ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande S4HANA ;
- La dénomination du service émetteur et son adresse ;
- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire du groupement ;
- La prestation commandée et ses modalités d'exécution ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le prix de la prestation HT demandée figurant au Bordereau des prix ;
- Le montant total de la commande, HT et TTC ainsi que le taux de TVA appliqué ;

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, les frais de déplacement pour les réunions, visites de sites, comités de pilotage et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

4.3 Modalités de paiement

4.3.1. Cession et nantissement de créances

En application des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique, sur demande du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, présentée à la Direction comptable, France Travail Ile-de-France Immeuble « Le Pluton », situé au 3 rue Galilée, 93 884 Noisy-le-Grand Cedex, France Travail lui remet le certificat de cessibilité précisant la créance totale à mettre en paiement, diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Sur demande du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créances, la direction comptable de France Travail transmet, dans un délai de 30 jour calendaire à compter de sa réception :

- Soit un état sommaire des prestations effectuées accompagné d'une évaluation
- Soit un décompte des droits constatés au profit du Titulaire du marché
- Soit un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le Titulaire du marché reçues par France Travail.

4.3.2. Modalités de facturation

Le règlement des prestations relevant du forfait donne lieu à l'établissement d'une facture réglée après exécution complète et réception de l'ensemble des prestations prévues au contrat.

L'exécution des prestations ponctuelles faisant l'objet d'un bon de commande, donne lieu à l'établissement d'une facture réglée après exécution complète de chaque bon de commande.

Les factures portent *a minima* les mentions suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande S4HANA ;
- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou du mandataire du groupement, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique ;
- Le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture ;
- La nature des prestations facturées détaillées par site ;
- Le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le montant total TTC ;
- Le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées.

En application des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail. Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du contrat,
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités ou décisions de réfaction.

5.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents remis à France Travail, les entretiens réalisés avec le personnel de France Travail et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

5.2 Personnel du Titulaire

5.2.1. *Personnel affecté à l'exécution des prestations*

La composition de l'ensemble de l'équipe affectée à la réalisation de la mission confiée ainsi que le rôle de chacun de ses membres et le profil des intervenants sont précisés dans la proposition technique du Titulaire.

Le Titulaire affecte toutes les ressources nécessaires à la réalisation des prestations et assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et du profil de son personnel.

Le personnel affecté à l'exécution du marché demeure en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance du Titulaire.

Le personnel appelé à travailler dans les locaux de France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le Titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire informe France Travail de tout changement d'un membre de l'équipe affecté à la réalisation de la prestation, dès qu'il en a connaissance.

France Travail se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations pour des raisons professionnelles dûment motivées. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande, à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Quelle qu'en soit la cause, le Titulaire est par ailleurs tenu d'informer France Travail de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations et doit veiller à la mise à jour de la liste nominative du personnel. Le Titulaire doit fournir à France Travail, à sa demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de notification par le Titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou du nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire propose un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel ayant pour origine une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

5.2.3. Liste nominative du personnel

Le Titulaire doit justifier en permanence d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions du CCFT et aux éléments indiqués dans sa proposition technique.

Le Titulaire doit fournir le cas échéant les renseignements nécessaires à l'établissement éventuel de laissez-passer pour la circulation de ces personnes dans les locaux le personnel circulant dans les locaux doit être identifiable à tout moment.

Cette liste nominative doit être fournie au plus tard 10 jours avant le transfert en cas de non-communication France travail se réserve le droit de ne pas autoriser l'attributaire à exécuter les prestations et à mettre en œuvre les pénalités liées à cette absence d'exécution des prestations.

Le Titulaire devra se conformer aux stipulations du paragraphe concernant le comportement et qualifications de son personnel

5.2.5. Comportement et confidentialité du personnel

Le personnel du Titulaire est soumis à une obligation de réserve, tant à l'égard du personnel de France Travail que des prestataires et des visiteurs.

Toute information communiquée ou accessible dans le cadre de la passation ou de l'exécution du marché est considérée comme confidentielle. Le Titulaire s'engage à respecter leur caractère confidentiel et à ne pas les révéler ou les laisser à disposition de tiers (y compris le personnel non affecté à l'exécution du marché) sauf accord écrit préalable de France Travail.

Le Titulaire du présent marché aura connaissance d'informations spécifiques au projet, ainsi qu'à des documents et autres supports divers, liés à l'activité même de France Travail.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires auprès de ses équipes, afin de maintenir ces documents et supports **strictement confidentiels il doit s'assurer que cette nécessité de confidentialité soit pleinement respectée.**

En conséquence le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui soit transmis, soit protégé et maintenu **strictement confidentielle** et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Pour garantir la confidentialité, le Titulaire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit, à d'autres fins que l'exécution du marché.

En cas de violation des obligations de confidentialité, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Cette obligation de confidentialité perdure pendant toute la durée du marché et au-delà.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par France Travail, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions définies à l'article du contrat relatif à la résiliation.

5.3 Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- S'il est établi en France, il produit les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- S'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- Dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail, soit 5 000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail , préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

5.4 Changement dans la situation du Titulaire

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives à la résiliation du marché, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement à France Travail les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à France Travail, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par France Travail dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par France Travail fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

5.5 Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques, il a la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature. Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

Le mandataire du groupement, désigné à l'article « Identité des parties » du contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, y compris la liquidation judiciaire de l'opérateur économique au sens des articles L.641-1 et suivants du code de commerce et les manquements de cet opérateur aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article relatif à la sous-traitance du contrat.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de Candidature assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A la première demande de France Travail, le mandataire du groupement lui transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas ladite convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

5.6 Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou transmet par courrier

recommandé avec avis de réception postale une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement établie, le cas échéant, conformément au document joint au Contrat.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du contrat.

En cas de demande d'acceptation de sous-traitance, France Travail se réserve la possibilité de répondre sous dix jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 du décret n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- Un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- Une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- Une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

5.7 Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen)

5.7.1. Modification par avenant

Lors de l'exécution du marché, un réexamen des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et, le cas échéant, du Bordereau des prix, peut être engagé, à l'initiative de France Travail.

6.OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Clauses sociale et environnementale

6.1.1 *Engagement environnemental*

L'exécution des prestations doit s'insérer dans une démarche de protection ou de mise en valeur de l'environnement. A cet effet, le Titulaire doit se conformer aux exigences du cahier des charges chapitre 4.11.1

6.1.2 *Engagement d'insertion sociale*

6.1.2.1 *Personnel concerné et volume horaire*

Le Titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du marché, à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle, en particulier faciliter la réalisation des activités confiées et, en cas de recrutement direct, l'intégration dans l'entreprise et la montée en compétences de la personne. Le cas échéant, il s'appuie sur l'offre de service de France Travail.

- Définition du volume horaire

Sous peine d'application des pénalités prévues au contrat, le Titulaire réserve à ces personnes, à compter de la notification du marché et pour toute la durée du marché, le nombre d'heures de travail : **300 heures sur la période d'exécution du marché.**

Pour satisfaire à son engagement, le Titulaire peut recourir :

- À l'embauche directe,
- À la mise à disposition de personnel par une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou du secteur protégé et adapté,
- À la sous-traitance à une telle entité ou encore, préalablement à la remise de son offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu, la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques avec une telle entité,
- Recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Ces modalités peuvent être cumulatives.

- Personnes éligibles

En cas de recrutement direct ou de recours à un GEIQ, le Titulaire vérifie auprès de France Travail l'éligibilité de la personne à la clause sociale d'insertion conformément à la liste des bénéficiaires suivante :

Sont éligibles à la clause sociale d'insertion toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, inscrites à France Travail et répondant à l'un des critères suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégories A, B ou C ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau inférieur au CAP ou BEP ;
- Les personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- Les demandeurs d'emploi issus d'un quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV) ;

Ainsi que toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières sur avis motivé de France Travail.

Plus généralement, le Titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion sociale, se rapprocher de France Travail.

6.1.2.2 Modalité de contrôle de l'engagement

Le suivi de la réalisation de l'engagement d'insertion professionnelle s'effectue auprès de la Direction Régionale Ile-de-France au service Achats et au service Référents Clauses - Service « Offre de Service DE » de la manière suivante :

Les modalités de contrôle de l'engagement d'insertion professionnelle, sur la plateforme ARCHE se déclinent comme suit :

- Déclaration par le Titulaire de toutes les informations relatives à la mise en œuvre de la clause sociale sur la plateforme ARCHE mise à disposition à cet effet à titre gracieux
Le Titulaire dépose sur cette plateforme l'ensemble de tous les éléments permettant le contrôle de la réalisation de son engagement d'insertion professionnelle, notamment les profils des personnes concernées, en justifiant de leur éligibilité, de leur date d'embauche ou de mise à disposition, du volume horaire réalisé par chaque personne et de la description de leurs activités et des justificatifs correspondants.

Justification mensuelle des heures réalisées et payées en joignant obligatoirement les justificatifs nominatifs correspondants : bulletins de salaire, contrats de travail et/ou attestations sur l'honneur mentionnant le nombre d'heures d'insertion réalisées.

Le Titulaire déclare au plus tard dans les 15 jours qui suivent son recrutement, la personne éligible à la clause d'insertion professionnelle dans l'outil mis à disposition (dénommée ARCHE). Une fois l'éligibilité à la clause sociale validée par France Travail, le Titulaire saisit ensuite les heures d'insertion réalisées par cette personne au fur et à mesure de leur réalisation et au plus tard tous les mois à partir du début d'exécution du marché.

Au plus tard dans les 15 jours qui précèdent l'échéance de chaque année d'exécution du marché ou de l'échéance du marché, le Titulaire vérifie l'exhaustivité des informations saisies et validées. Pour ce faire, les coordonnées de cette plateforme sont communiquées à la notification du marché au Titulaire qui doit s'inscrire à l'aide des identifiants qui lui seront transmis.

- Alimentation régulière, à chaque fin de mois, du nombre d'heures d'insertion réalisées pour chaque personne directement recrutée
- Réponse du Titulaire à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

Le Titulaire s'expose à des pénalités en cas de non-respect de ses engagements.

6.2 Assurances

Le Titulaire est responsable à l'égard de France Travail de tous les dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de la négligence de son personnel, de ses manquements dans l'exécution du marché ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est entièrement responsable :

- De son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- Des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- Des vols, dégradations et dommages survenus à France Travail, ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations qui pourraient être commis par celui-ci.

6.2.1 Assurance du Titulaire

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché par des tiers. Il déclare également

souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. **Dès la notification du marché, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties, et précisant que le Titulaire est à jour du paiement de ses polices.**

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

6.2.2 Assurance de France Travail

France Travail déclare qu'en sa qualité de locataire et/ou propriétaire des locaux listés à l'annexe 1 du cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) dans lesquels le Titulaire effectue ses prestations, il est ou sera assuré, pour tous les biens mis à la disposition du Titulaire en cas d'événement dommageable et notamment l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, le dommage électrique survenant dans les locaux.

6.4 Protection des données personnelles

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à courriers-cnil@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en

application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

7.PENALITES

Les candidats sont parfaitement informés que les marchés à conclure sont soumis à une obligation de résultat, quel que soit les moyens utilisés pour exécuter les prestations objet de la présente consultation

Les pénalités applicables dans le cadre du présent marché, sont la conséquence du non-respect par le Titulaire des engagements contractuels.

MOTIFS	PENALITÉS (Montants en € HT)
Non-respect de la réalisation de la prestation selon le planning définitif conformément à l'article 2.3 du présent contrat	20% du montant forfaitaire HT du marché
Défaut de réalisation des démarches administratives pour l'utilisation d'engins spécifiques	80 € HT par engin
Retard dans la fourniture des matériels d'emballage et d'étiquetage selon le planning définitif conformément à l'article 2.3 du présent contrat	200 € HT par jour
Non port d'EPI ou d'un vêtement identifiant l'entreprise	120 € HT par défaut constaté
Manquement aux règles de vie sur site	120 € HT par manquement constaté
Dépôt de déchets en dehors des zones dédiées, après simple constatation	200 € HT défaut constaté + 120 € HT par jour jusqu'à évacuation totale des déchets.
Absence non justifiée ou retard conséquent à toute réunion à laquelle le Titulaire est dûment convoqué par France Travail et/ou l'AMO	120 € HT
Absence sur site du coordinateur désigné par le Titulaire dans la phase préparatoire	500 € HT par jour d'absence
Absence de remise des certificats de destructions au delà du 15 avril 2026	75 € HT par jour de retard

Absence de remise des fiches de mises au rebut et absence des fiches de transferts à J+2 après enlèvement des équipements du site du PLUTON.	100 € HT par fiche manquante
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, sûreté, aux règles de stationnement, circulation et signalisation et à l'hygiène	300 € HT par défaut constaté
Domage lié au mauvais conditionnement ou à une mauvaise manutention (dégâts visibles et constatés après mouvement)	200 € HT par événement constaté, hors remboursement des dommages occasionnés (responsabilité du Titulaire)
Domage causé sur ouvrage lors d'un mouvement et dû à L'absence, à la dégradation ou à la malposition des protections des murs, angles, sols, plafonds dues par le Titulaire	À défaut de remise en état dans un délai de 10 jours, le montant des travaux de réparation sera retenu sur la demande de paiement du Titulaire.
Défaut de nettoyage ou retard évacuation de tous les emballages et moyens de protections ainsi que des étiquettes	200 € HT par jour et par défaut constaté

Dans le cas où le retard est imputable à France Travail, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont signifiées par la direction émettrice de la commande et appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Toutes les pénalités sont cumulatives sans préjudice les unes des autres et sont dues dès le premier euro. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Pour le paiement des pénalités, le Titulaire émet un avoir *via* Chorus pro. Le montant est décompté des factures suivantes.

Si aucune autre demande de paiement n'est présentée par le Titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de France Travail, valant injonction de payer. Toute période de retard entamé est due, sachant que le nombre de jours de retard (en jour ouvré) est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 10% du montant HT du marché, France Travail se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article relatif à la résiliation du contrat.

Dans le cas d'un non-respect par le Titulaire ou ses éventuels sous-traitants de l'une des prestations du marché et de ses conditions d'exécution entraînant un dysfonctionnement majeur du site, France Travail peut faire intervenir toute autre entreprise pour traiter le sujet. L'ensemble des coûts correspondant est à la charge du Titulaire en sus des pénalités applicables dans un tel cas.

8.RESILIATION

8.1.1 Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié sans mise en demeure préalable aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail ou des articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;
- En cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article 7 du contrat.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans les huit jours calendaires suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- Lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du code du travail, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France

Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure. Cette résiliation prend effet dans un délai de six mois à compter de l'injonction de France Travail ;

- Lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail du fait du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;
- En cas de réitération de la modification du volume ou de la répartition des effectifs de travail sans acceptation de France Travail (article 7.2 du CCFT).

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

8.1.2 Résiliation unilatérale

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le paiement se fait au prorata des prestations réellement exécutées.

Ces dispositions nécessitent de définir les pièces comptables et financières permettant d'apprécier la réalité des demandes présentées par le Titulaire.

8.1.3 Liquidation du marché résilié

Le marché résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont France Travail accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché est arrêté par décision de France Travail et notifié au Titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle du Titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, France Travail mandate au profit du Titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, France Travail exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

9.LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable dans les deux mois à compter de la survenance du litige et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est celui du lieu du siège de la direction régionale de France Travail.

10. SIGNATURES DES PARTIES

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique lui est réservée

Pour le Titulaire en qualité soit de candidat individuel, soit de mandataire habilité du groupement ou l'ensemble des membres du groupement si le mandataire n'a pas été habilité à signer le contrat :

Fait à ...

Le ...

Signature :

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Pour France Travail :

Fait à _____, le _____

Signature du représentant de France
Travail

11. NOTIFICATION DU MARCHÉ

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Est remise au Titulaire, à titre de notification du présent marché, une copie du présent contrat

- ☐ Par envoi par la plateforme de dématérialisation
dont le Titulaire accuse réception